

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.426  
30 juillet 1987

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT VINGT-SIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 30 juillet à 10 heures

Président : M. T. TERREFE (Ethiopie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 426ème séance de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue d'examiner le point 6 intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Je rappellerai que, suivant le calendrier des réunions de cette semaine, la Conférence tiendra immédiatement après la séance plénière une réunion officieuse afin de recevoir le rapport du Groupe des sept sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Cette réunion officieuse devrait être suivie d'une autre réunion officieuse consacrée au fond du point 2 de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Yougoslavie, de l'Australie, de la Tchécoslovaquie et des Etats-Unis d'Amérique. Je donne maintenant la parole au premier orateur, le représentant de la Yougoslavie, l'Ambassadeur Kosin.

M. KOSIN (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter, vous qui êtes le représentant d'un pays ami, l'Ethiopie, pour votre accession à la présidence pour le mois de juillet et pour la façon habile dont vous vous êtes acquitté de vos hautes responsabilités pendant la durée de vos fonctions. Je voudrais également exprimer mes remerciements à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte, pour le dévouement et la sagesse avec lesquels il a guidé les travaux de la Conférence pendant le mois de juin. Je présente mes meilleurs vœux à l'Ambassadeur Dhamapala dans l'exercice de ses fonctions de directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Mes meilleurs vœux vont également à l'Ambassadeur du Nigéria, M. Tonwe, et à l'Ambassadeur du Royaume-Uni, M. Ian Cromartie. Nous leur sommes reconnaissants de la contribution qu'ils ont apportée aux travaux de la Conférence. Je saisis cette occasion pour souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au nouveau chef de la délégation des Etats-Unis à la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Max Friedersdorf, au nouvel ambassadeur d'un pays non aligné - Sri Lanka -, M. Nihal Rodrigo, et au nouveau chef de la délégation brésilienne, l'Ambassadeur Marcos Castrioto de Azambuja. Je leur souhaite à tous un plein succès et des travaux fructueux, et ils peuvent compter sur mon entière coopération.

La présente session de notre Conférence touche à sa fin. Mon propos n'est pas de faire le bilan des travaux accomplis ou non accomplis à la Conférence pendant l'année 1987. Malgré certaines réalisations, il apparaît que la Conférence n'a pas atteint les importants objectifs pour lesquels elle a été créée, en particulier dans le domaine vital du désarmement nucléaire, qui n'a pas été traité en profondeur. Au lieu d'examiner la situation pour chaque point de l'ordre du jour, je voudrais m'arrêter sur le rôle de notre Conférence dans le contexte plus large du dialogue sur le désarmement.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Nous approchons d'une période au cours de laquelle on peut raisonnablement s'attendre à une intensification des efforts internationaux visant à réduire les armements et progresser vers le désarmement. Que ce soit sur le plan régional, bilatéral ou mondial, les activités internationales dans le domaine du désarmement n'ont jamais été plus vastes, plus synchronisées et même plus substantielles qu'aujourd'hui. Cela ne veut pas dire que nous entrons dans une ère de compréhension générale. Néanmoins, la situation évolue favorablement. Pour la première fois au cours de la dernière décennie, des accords sont à portée de main. Il n'est pas douteux que le fait même qu'il existe un dialogue, à quelque niveau que ce soit, est un signe de confiance.

Le mois prochain aura lieu à New York la Conférence des Nations Unies sur la relation entre le désarmement et le développement. On attend de cette Conférence qu'elle rectifie les incidences négatives de la course aux armements sur l'économie et le bien-être au niveau mondial, en s'efforçant de canaliser les vastes ressources affectées aux armements pour les mettre au service de la croissance et de la prospérité des pays développés et des pays en développement. Espérons que les premiers l'appuieront.

A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale des Nations Unies examinera sans nul doute un certain nombre de questions de désarmement et de sécurité et donnera l'élan aux négociations. Elle devrait aussi fixer la date de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. On compte que cette session donnera une impulsion politique à l'accélération du processus de désarmement. Tirant la leçon du passé, elle devrait aussi renforcer les négociations multilatérales et les associer aux tendances actuelles des politiques en matière de sécurité et de désarmement, compte tenu de l'évolution de la situation, et élaborer des objectifs réalistes et orientés vers l'avenir. Ce dont nous avons besoin à l'heure actuelle, ce n'est pas d'élaborer de nouveaux documents - ils sont déjà légion - englobant la totalité des questions, mais de nous concentrer sur une action internationale et sur la mobilisation de toutes les possibilités.

Ces activités mondiales s'accompagnent d'activités régionales, telles que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que d'efforts pour transformer la Méditerranée en une zone de paix et de coopération, l'Accord de Raratonga sur le Pacifique Sud, etc.

Il est encourageant de voir que les armes classiques occupent une place de plus en plus importante dans les démarches adoptées à l'égard du désarmement. Compte tenu de l'évolution technologique, l'effet destructeur et déstabilisant de ces armes est proche de celui des autres armes de destruction massive. Par ailleurs, leur stockage et leur mise au point menacent directement la sécurité d'un certain nombre de pays.

De même, au niveau bilatéral, l'évolution des négociations entre les deux pays les plus puissants sur le plan militaire permet d'espérer que la conclusion de certains accords est imminente. C'est là un fait particulièrement important, car on ne trouve nulle part ailleurs qu'en Europe une concentration aussi dense d'armes de destruction massive sur un espace aussi limité.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Il est réconfortant de voir la convergence de vues existant sur la vérification en tant que moyen politique d'assurer une plus grande transparence, ainsi que sur l'acceptation de méthodes rigoureuses et contraignantes. Cela permettrait non seulement d'assurer la vérification du respect du traité, mais d'acquérir de l'expérience en vue de conclure de nouveaux traités. Surtout, c'est là un moyen de mettre à l'épreuve la volonté politique et l'intérêt que suscite une nouvelle méthode de négociation de caractère plus politique que technique.

Si l'on revient à notre Conférence, comment, en tant qu'unique organe multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement, peut-elle participer à ces processus, qui impliquent un certain nombre de démarches nouvelles ? Il convient de se poser cette question, puisque nos travaux seront bientôt examinés à fond lors de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. La réponse n'est ni facile ni simple. Il ne fait aucun doute que la communauté internationale a plus que jamais besoin de la Conférence en tant qu'organe de négociation. On a peut-être nourri des espoirs peu réalistes à ce sujet, mais il n'était pas possible d'aller de l'avant sans une vision optimiste.

Pour répondre à la question posée, il nous faut évaluer de façon critique les conditions dans lesquelles se sont déroulés les débats de notre Conférence et la façon dont nous avons conduit nos travaux. Il va sans dire que la Conférence du désarmement ne peut, par elle-même, modifier les stratégies, les perceptions et les réalités sur lesquelles repose le rapport entre la course aux armements et le processus de désarmement et entre celui-ci et la sécurité. Mais ce qui est nécessaire et ce que l'on exige de nous, c'est de contribuer pleinement à clarifier ce problème, d'échanger des informations réciproques et, en particulier, d'effectuer des travaux préparatoires. Notre objectif essentiel, tel qu'il est fixé dans notre "Charte" - le paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement - est de négocier et de conclure un accord. Cependant, les progrès ne sont nulle part aussi graduels et aussi complexes que dans le domaine du désarmement. En particulier, il est difficile de surmonter les concepts qui s'appuient sur la force ou la possibilité d'employer la force dans une situation où le danger créé par les armes nucléaires est important et où les blocs militaires et politiques constituent des systèmes de sécurité distincts et opposés. En outre, de nombreuses questions politiques et techniques doivent être élucidées. Dans nul autre domaine, en effet, les disparités entre les aspirations, les besoins et les possibilités ne sont aussi apparentes.

La vocation primordiale de la Conférence est la négociation, mais pour cela, il faut relancer les autres négociations et créer davantage d'intérêts communs et une plus large compréhension.

Ma délégation se prononce pour des négociations directes sur toutes les questions. Cependant, nous sommes conscients du fait que les conditions ne sont pas les mêmes partout et que tous les protagonistes de ce processus n'ont pas la même volonté de négocier.

(M. Kosin, Yougoslavie)

Nous avons réalisé d'importants progrès vers l'élaboration d'une convention interdisant les armes chimiques, mais cela ne compense pas nos échecs dans d'autres questions clefs.

Il nous appartient de contribuer à accélérer l'application d'un consensus international là où il existe et de le créer lorsqu'il n'existe pas encore.

Le déroulement des travaux de la Conférence montre que malgré les bonnes intentions, elle est souvent paralysée par l'insistance que l'on met à examiner des questions de procédure aux dépens du mandat qui a été assigné à la Conférence au titre du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Ma délégation est d'avis que nous devrions nous en tenir strictement à ce mandat et lui donner le pas sur les questions d'organisation.

Les efforts accomplis jusqu'à présent pour mettre fin au jeu des mandats n'ont servi à rien. En conséquence, il est utile d'avoir créé un groupe de sept collègues expérimentés chargés d'examiner la constitution de la Conférence compte tenu des besoins nouveaux et de l'expérience acquise. A en juger par les premiers résultats obtenus, il sont sur la bonne voie. Certes, ils n'ont abordé que deux problèmes, mais cela est compréhensible.

Afin d'accélérer les travaux de la Conférence et d'utiliser au mieux ses mécanismes pour étudier le fond des questions inscrites à son ordre du jour, il est indispensable que les mandats des organes subsidiaires soient fondés sur celui de la Conférence elle-même. Plutôt que de reformuler les tâches des organes subsidiaires sous forme de mandats distincts, il conviendrait de mettre l'accent sur le fond, comme ma délégation l'a maintes fois souligné. Cette conception trouve mieux son expression dans des programmes de travail que dans des mandats. C'est la raison pour laquelle nous avons toujours préconisé la création de conditions permettant de tirer parti de toutes les possibilités qui s'offrent de traiter des questions de fond au lieu de les laisser à d'autres instances. Nous avons le devoir de participer activement à la solution de ces problèmes.

Il est grand temps d'examiner avec franchise les causes de notre inefficacité. Quel est l'intérêt, à chaque session, de revenir au point de départ, de se mettre d'accord sur l'ordre du jour et le rétablissement d'organes subsidiaires qui ont déjà été établis ? Nous devrions faire tout notre possible pour assurer la pleine continuité de nos travaux, respecter tout ce qui a été accompli jusqu'à présent et aller de l'avant.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Yougoslavie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, le représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Notre prochaine séance plénière aura lieu au mois d'août - mois pendant lequel nous achevons les travaux de fond et nous commençons à élaborer notre rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies.

(M. Butler, Australie)

Le rapport de cette année sera le neuvième rapport annuel de la Conférence du désarmement, sous sa nouvelle forme. Ce sera le dernier rapport annuel présenté à une session ordinaire de l'Assemblée générale, avant la convocation de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Il va de soi qu'un rapport spécial sur les travaux de la Conférence sera établi et soumis à la troisième session extraordinaire. Mais les quelques semaines à venir montreront clairement la voie dans laquelle nous mènerons à terme la première décennie depuis que la Conférence du désarmement, sous sa nouvelle version, a été créée. C'est parce que nous sommes conscients de ce tournant que je me propose aujourd'hui d'aborder plusieurs sujets inscrits à l'ordre du jour de la Conférence et certains autres aspects de nos travaux. Mais il y a aussi une autre raison.

Depuis la dernière déclaration que j'ai faite en séance plénière, une nouvelle administration a été mise en place en Australie et les ministres sont maintenant entrés en fonctions, à la suite des élections nationales qui ont eu lieu le 11 juillet. Au terme de ces élections, un gouvernement formé par le Parti travailliste a été reconduit dans ses fonctions pour un troisième mandat, fait sans précédent dans l'histoire du pays. Le ministre chargé par le Gouvernement australien des décisions relatives aux travaux de la Conférence est M. Bill Hayden, ministre des affaires étrangères et du commerce.

Comme je l'ai dit clairement lors de mes précédentes déclarations, le Gouvernement australien continue d'attacher la priorité absolue au maintien de la paix et de la sécurité internationales et au rôle que les mesures de désarmement doivent jouer dans le maintien de cette paix et de cette sécurité.

Dans le domaine du désarmement, nous continuons d'accorder une importance primordiale à l'élaboration d'un traité sur une interdiction complète des essais nucléaires, qui bannirait à jamais tous les essais nucléaires par tous les pays dans tous les milieux. Nous avons suivi cette politique multilatéralement et bilatéralement. A l'Assemblée générale des Nations Unies, nous avons présenté, avec la Nouvelle-Zélande et d'autres pays, une résolution recommandant la conclusion d'un tel traité. Notre résolution est unique en son genre par son champ d'application et le rôle qu'elle attribue à la Conférence du désarmement, à savoir effectuer concrètement les travaux nécessaires pour que, lorsque ce traité pourra être élaboré sur le plan politique, il puisse entrer en vigueur immédiatement.

Plusieurs résolutions sur la question des essais nucléaires ont été présentées à l'Assemblée générale l'année dernière. C'est notre résolution qui a reçu le plus large appui, bien que je ne dise pas cela dans un esprit étroit de compétition, alors que l'enjeu est si important. En fait, les deux principales résolutions ont obtenu à peu près le même nombre de voix. Ce que je veux dire, c'est que notre résolution a fait apparaître la plus remarquable convergence de vues sur la question des essais nucléaires que l'on ait enregistrée à l'Assemblée au cours des dix dernières années. Des Etats appartenant à tous les groupes politiques et géographiques ont voté pour cette résolution. Personne n'a voté contre, et même le nombre d'abstentions traduisait cette extraordinaire convergence de vues.

(M. Butler, Australie)

Il ressort de l'examen de cette résolution que l'accord s'est fait sur une notion simple, l'idée centrale que la Conférence ne devrait plus gaspiller son temps en querelles byzantines sur la question des mandats ou en obscures arguties. Nous devrions au contraire nous mettre d'accord, sans tarder, pour que la Conférence reprenne ses travaux concrets sur les problèmes fondamentaux que pose l'élaboration d'un traité d'interdiction des essais nucléaires.

La résolution en question, 41/47, recommande aussi la mise en place immédiate d'un réseau mondial de surveillance sismique. On peut donc se demander ce qui ne va pas. Neuf mois après l'adoption de cette résolution et quelques semaines à peine avant la fin de notre session de 1987 un comité spécial n'a toujours pas été constitué et les travaux concrets devant conduire à un traité ont une nouvelle année de retard. Pourquoi la Conférence n'a-t-elle pas tiré parti de la convergence de vues manifestée à New York entre le mois de février et le mois d'août de cette année ?

Il n'est peut-être pas possible de donner une réponse précise à cette question, et si c'est le cas peut-être vaudrait-il mieux n'en pas donner une. Mais d'une manière générale, ce qui est clair pour chaque délégation intéressée, ici présente, c'est que la grande majorité des membres de la Conférence du désarmement ont voté pour notre résolution et étaient et sont toujours prêts à résoudre la question du mandat selon une formule raisonnable et souple avant de poursuivre les travaux concrets.

J'espère m'être bien fait comprendre. Nous avons été empêchés de faire ce travail par une poignée de délégations. Ce phénomène est toujours possible dans une conférence qui travaille sur la base du consensus et il serait vain de critiquer ce résultat, car il est clair que la nature des travaux relatifs aux accords de désarmement, étant donné leur substance, fait du consensus une règle. Il nous faut donc réaliser ce consensus.

Qu'il me soit permis de signaler que dans le dictionnaire australien Macquarie, le terme consensus est défini comme un "accord général ou un consentement, une opinion majoritaire". Certes, aucun dictionnaire n'est parfait, même s'il est australien. Mais ce que je veux dire, c'est que la règle du consensus ne devrait pas être synonyme, dans la pratique, de veto. A ce propos, le dictionnaire Macquarie donne quatre définitions du terme veto et celle qui est la plus appropriée pour le sujet qui nous intéresse est le "refus de donner son consentement". Le consentement, le consensus, voilà ce à quoi nous devons parvenir, car même ceux qui ont refusé le consensus sur la manière dont la Conférence devait procéder en ce qui concerne l'interdiction complète des essais n'ont jamais dit qu'ils s'opposaient à un tel traité. On pardonnerait sans doute à un observateur extérieur d'interpréter leur conduite comme manifestant précisément cette opposition. Ce qui est important pour nous, à la Conférence, c'est qu'ils veulent un traité sur l'interdiction des essais et qu'ils le disent. Il est décourageant qu'au nom de cette politique, ils nous empêchent en fait de faire avancer les travaux relatifs au traité de la seule manière possible pour une conférence qui fonctionne sur la base du consensus. Nous devons à nouveau demander instamment à ceux qui ont refusé le consensus à ce qui est manifestement, pour reprendre les termes du dictionnaire, l'opinion majoritaire, de reconsidérer leur position vu l'importance que revêt la question de l'interdiction des essais, non seulement

(M. Butler, Australie)

en tant que telle mais encore dans l'activité même de la Conférence. Il ne fait guère de doute que si la Conférence une fois de plus aboutit à une impasse sur la question de l'interdiction des essais, elle sera jugée sévèrement lorsque ses travaux seront examinés à la troisième session extraordinaire.

J'ai dit que les Australiens avaient agi à la fois au niveau multilatéral et au niveau bilatéral. Sur le plan bilatéral, je me bornerai à indiquer que nous avons à maintes reprises fait part à d'autres Etats de notre souci de voir la cessation des essais nucléaires et que nous avons conclu des accords, comme notre accord avec la Nouvelle-Zélande sur la surveillance sismique qui est destiné à faire avancer les travaux sur le régime de vérification indispensable à une interdiction des essais nucléaires. Je ne surprendrai personne en disant que lors de nos discussions bilatérales nous avons perçu, tout autour de nous, le désir profond de voir se matérialiser aussi vite que possible la promesse faite il y a trois décennies de mettre fin aux essais nucléaires.

Enfin, en ce qui concerne la question des essais nucléaires, le Groupe d'experts scientifiques a commencé ses travaux qui se poursuivront jusqu'à la semaine prochaine, et nous espérons qu'il examinera entre autres la proposition australienne tendant à établir immédiatement un réseau mondial de surveillance sismique. Les travaux de ce Groupe d'experts montrent que nous pouvons aller de l'avant même si la question du mandat n'est pas résolue. Mais nous devons avancer sur deux fronts, le front politique et le front technique, afin que ces deux aspects d'une interdiction des essais nucléaires puissent se rejoindre dans les meilleurs délais pour aboutir à un traité.

L'interdiction complète des essais nucléaires n'est pas le seul point de notre ordre du jour qui concerne les armes nucléaires. En fait, les préoccupations relatives au désarmement nucléaire sont plus qu'en bonne place dans l'ordre du jour de la Conférence. Notre capacité ou, comme le diraient certains, notre incapacité, d'élaborer des mesures de désarmement nucléaire dans cette enceinte touche à la question fondamentale du rôle de la Conférence.

Très souvent, dans cette tribune, on entend des déclarations et des appels en faveur du désarmement nucléaire. Exprimer ses préoccupations, faire part de ses vœux sont des choses toujours importantes politiquement et moralement, surtout lorsqu'il s'agit d'armes de destruction massive, telles que les armes nucléaires. Le Gouvernement australien pense aussi que les armes nucléaires sont au cœur de la limitation des armements et du désarmement. Nous estimons qu'il faut réduire au maximum les armements nucléaires dès que possible et nous nous félicitons de l'engagement pris par le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev d'éliminer à terme les armes nucléaires. Nous sommes également convaincus que même si le volume impressionnant d'armes nucléaires est détenu par deux Etats seulement, les problèmes de survie que pose l'existence des arsenaux nucléaires concernent ou devraient concerner tous les Etats sans exception. C'est pourquoi il est légitime que les Etats non dotés d'armes nucléaires expriment leurs préoccupations au sujet du désarmement nucléaire et cherchent à oeuvrer, dans le cadre du mécanisme multilatéral de désarmement, en vue de parvenir au désarmement nucléaire.



(M. Butler, Australie)

Ce qui apparaît, toutefois, c'est que les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires préfèrent, du moins pour l'instant, conduire bilatéralement leurs négociations sur la limitation des armements nucléaires et le désarmement. Nous pouvons comprendre pourquoi ils préfèrent procéder de la sorte, et c'est ce que nous avons dit clairement dans l'une et l'autre capitales, comme nous avons clairement fait comprendre l'importance que nous attachons à la mise en oeuvre d'urgence de leurs politiques déclarées concernant le désarmement nucléaire. Cet état de choses a pour conséquence de limiter le rôle qu'une Conférence comme la nôtre peut jouer, à l'heure actuelle, dans la négociation de mesures de désarmement nucléaire. Cela ne veut pas dire que la Conférence perdrait son temps à examiner la question du désarmement nucléaire comme il lui est possible de le faire aujourd'hui. Nous pensons que cet examen peut avoir deux résultats importants.

Premièrement, il pourrait rappeler aux Etats dotés d'armes nucléaires les préoccupations de la communauté internationale dans le domaine du désarmement nucléaire et surtout, évidemment, notre désir ardent que ce désarmement devienne réalité immédiatement.

Deuxièmement, il devrait montrer que le mécanisme multilatéral peut servir à élaborer des traités ou des accords dont le champ serait plus large que celui des accords bilatéraux dans le domaine du désarmement nucléaire, lorsqu'une action multilatérale s'impose.

D'aucuns diront peut-être que cette façon de procéder revient à ramasser les miettes. Nous nous en défendrons et nous leur dirons au contraire que cette méthode peut nous amener plus nombreux à la table de négociation, à mesure que nous nous acheminerons vers un monde plus sûr, un monde où disparaîtront peu à peu les armes nucléaires. Mais notre participation ne sera pas assurée, sinon avant longtemps, si le débat qui a lieu à la Conférence du désarmement sur les questions nucléaires tourne au réquisitoire, au travestissement de la réalité ou à l'insulte.

Lors des débats officieux sur le point 2 de l'ordre du jour, nous avons entendu l'un des principaux Etats dotés d'armes nucléaires affirmer, chose extraordinaire, que son arsenal nucléaire, sa doctrine stratégique et tactique et ses rapports d'alliance ne constituaient pas une dissuasion alors que l'arsenal nucléaire de son adversaire et ses rapports d'alliance en constituaient une. Outre qu'il est méprisables sur le plan intellectuel, cet argument n'encourage guère l'utilisation future de ce forum, son intégration future, dans la construction et la gestion d'un monde exempt d'armes nucléaires. D'autres Etats ont pris pour cible principale la doctrine de la dissuasion parce qu'elle entraîne nécessairement une course aux armements. Manifestement ils ont à l'esprit, sans le dire, la dissuasion nucléaire. Nous nous demandons à nouveau si cet argument spécieux peut contribuer à faire mieux respecter le rôle que joue et pourrait jouer cette Conférence.

Certes, il faudrait établir une distinction entre les raisons malheureuses pour lesquelles les arsenaux nucléaires se sont accrus - essentiellement la suspicion mutuelle et les politiques militaires et étrangères - et la doctrine en vertu de laquelle ces arsenaux ont été mis

(M. Butler, Australie)

en place. En outre, on ne peut attribuer un statut purement nucléaire à la dissuasion. Il y a des exemples importants et troublants de compétition en matière d'armement à l'échelon régional et non à l'échelon mondial, compétition fondée sur les armes classiques. Dans ces cas aussi, la compétition à laquelle nous assistons est le produit d'une suspicion mutuelle et des politiques militaires et étrangères plutôt que du mécanisme "automatique" d'une doctrine du déploiement telle que la dissuasion. Qu'on me comprenne bien : pour mon gouvernement, la dissuasion est une doctrine viciée. Or, il sait fort bien que tous les Etats dotés d'armes nucléaires et, dans certaines régions, des Etats dotés d'armes classiques, y recourent.

Parce que nous croyons que la dissuasion nucléaire est une doctrine viciée, parce que nous croyons qu'"une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée", nous pensons que des mesures de désarmement nucléaire s'imposent d'urgence. Un tel désarmement aurait pour conséquence de réduire, sinon de supprimer, la nécessité de s'appuyer sur la dissuasion nucléaire.

Nous savons que le seul moyen d'aboutir au désarmement nucléaire est de négocier des accords équilibrés et vérifiables. Nous constatons que le processus est en cours aujourd'hui entre les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires. Nous nous en réjouissons et nous espérons sincèrement que leurs négociations aboutiront au plus vite. Nous sommes persuadés que cette Conférence peut et devrait jouer un rôle dans ce qui nous apparaît maintenant comme une évolution planétaire vers un monde exempt d'armes nucléaires.

Il semble que tous s'accordent pour penser qu'il faut prévenir une course aux armements dans l'espace, encore qu'il existe une certaine divergence de vues quant à la meilleure façon d'y parvenir et à la question de savoir à qui incombe la responsabilité principale des mesures à prendre à cette fin.

La délégation australienne reconnaît qu'une large part de responsabilité revient aux deux superpuissances dans ce domaine. Comme l'ambassadeur du Japon l'a fait remarquer, tout progrès dans leurs négociations bilatérales a une incidence critique sur nos débats au sein de la Conférence du désarmement. Mais nous sommes aussi fermement convaincus que la communauté internationale doit contribuer à l'accomplissement de cette tâche urgente par le biais des mécanismes multilatéraux de négociation sur le désarmement, pour la simple raison que l'espace n'est pas et ne sera pas exploité exclusivement par les deux superpuissances. Par ailleurs, il est vrai que les utilisations actuelles et futures de l'espace continueront à avoir une incidence profonde sur la sécurité de tous les Etats.

La question cruciale à laquelle doit s'attaquer la communauté internationale si elle souhaite prévenir une course aux armements dans l'espace, c'est la nécessité de contrôler les utilisations militaires de l'espace, en particulier, elle doit déterminer si les puissances spatiales peuvent convenir de ne pas utiliser l'espace à des fins contre lesquelles d'autres Etats jugeraient nécessaire de réagir, à titre défensif ou autre, et si le respect d'un régime interdisant une course aux armements peut être vérifié de façon efficace.

(M. Butler, Australie)

Quant au premier point, la question fait actuellement l'objet de négociations entre les deux principales puissances spatiales, outre qu'elle est, bien entendu, indissolublement liée aux efforts déployés pour faire cesser et inverser la course aux armements sur la Terre. Toutefois, elle intéresse également les activités des autres Etats qui exploitent l'espace.

Afin de déterminer si la communauté internationale doit élaborer de nouveaux instruments juridiques afin de prévenir une course aux armements dans l'espace, il faut absolument commencer par comprendre pleinement ce que recouvre le régime juridique actuellement en vigueur. Nous sommes d'avis - et nous croyons comprendre que c'est aussi ce que pense la majorité des délégations ici - que ce régime n'est pas une garantie infaillible qu'il n'y aura pas de course aux armements dans l'espace. L'application à l'espace des normes juridiques internationales générales, notamment des dispositions de la Charte des Nations Unies, telles que la mention du droit de légitime défense, ne réduira pas nécessairement une course aux armements dans l'espace, ni n'en n'atténuera sensiblement le risque. A notre avis, pour prévenir une course aux armements dans l'espace, il ne suffit pas de prévenir le recours à la force dans l'espace, il faut empêcher que soient mises au point et déployées des armes pouvant être utilisées contre des objets spatiaux. Par exemple, le régime juridique en vigueur n'offre guère de moyens concrets de protéger les satellites. La diversité des vues sur la signification d'expressions telles que "les utilisations pacifiques", "la militarisation" et "la stabilisation" rend très incertaines et ambiguës les tentatives faites pour établir quelles sont les activités autorisées ou interdites dans l'espace et pour déterminer quels satellites il convient de protéger.

La question de savoir si le respect d'un régime interdisant une course aux armements peut être vérifié d'une façon efficace présente, bien entendu, un intérêt capital pour nos travaux.

Il est vrai que le perfectionnement incessant de la technologie fait qu'il devient toujours plus difficile de vérifier quelles fonctions les objets spatiaux sont en mesure d'accomplir. Mais il ne faut pas oublier que l'existence d'une technologie de pointe nous sert aussi pour élaborer des techniques de vérification toujours plus perfectionnées. La Conférence du désarmement peut et doit faire une contribution dans ce domaine, ne serait-ce que parce que les principales puissances spatiales ne sont pas les seules à posséder la technologie en question, comme l'a parfaitement démontré l'atelier organisé par le ministère canadien des affaires extérieures et le projet PAXSAT que le ministère nous a présenté ici à la Conférence du désarmement.

A propos de vérification, je voudrais aborder brièvement certaines propositions tendant à confier à une agence internationale le soin de surveiller et de contrôler les fonctions des satellites. L'Australie appuie l'idée d'instituer des moyens de vérification à l'échelon international, car elle part du principe que les questions liées à la stabilité mondiale intéressent légitimement toute nation, et que le droit d'avoir un avis sur ces questions est assorti de l'obligation de contribuer pleinement à faire en sorte que le monde soit plus stable et plus sûr à un niveau d'armement minimum. Nous croyons aussi que les moyens techniques nationaux devront être

(M. Butler, Australie)

complétés par de nouvelles mesures et protéger indéfiniment. Nous estimons donc qu'une agence internationale de satellites de contrôle contribuerait utilement aux efforts actuellement déployés pour limiter les armements, et plus particulièrement à la vérification du respect des accords, à l'accroissement de la confiance et à la transparence. Une telle agence pourrait aussi devenir l'élément d'un système au moyen duquel nous nous assurerions que le seuil des activités militaires non autorisées dans l'espace, une fois déterminé et convenu, n'est pas franchi. Mais il reste encore beaucoup à faire pour définir le champ et l'application de la proposition relative à une agence internationale de satellites de contrôle - deux facteurs principaux à prendre en considération étant la faisabilité sur le plan technologique et le coût. L'idée d'une agence de ce genre est un autre domaine encore où la Conférence du désarmement est manifestement en mesure d'apporter sa propre contribution à la recherche des moyens les plus efficaces de réaliser l'objectif visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

L'efficacité et la viabilité de tout régime juridique applicable à l'espace existant ou prévu, dépend en dernière analyse de deux facteurs : la participation au régime et le respect de ses dispositions, d'une part, et la capacité des Etats parties de s'assurer que les accords sont bien respectés, d'autre part. Cela nécessite aussi bien une décision politique que les moyens technologiques requis pour appuyer une telle décision. Celle-ci sera fondée sur une analyse coûts-avantages de l'accord : l'instrument sera-t-il à la fois rentable et efficace sur le plan de la sécurité, et est-il apte à empêcher les violations ?

En conséquence, la Conférence du désarmement doit poursuivre ses efforts pour démontrer, d'une façon scientifique et rigoureuse, sur quelles bases nous aurions éventuellement besoin d'accords multilatéraux supplémentaires pour réglementer les activités dans l'espace, et par quels moyens concrets et réalistes y parvenir.

Plusieurs déclarations ont été faites récemment en plénière au sujet de l'état actuel des négociations relatives à une convention sur les armes chimiques. On a constaté avec inquiétude que les négociations piétinaient, que le climat avait changé. Mais le fait que le rythme des négociations a sensiblement ralenti ne devrait pas nous décourager. De rapides progrès ayant été enregistrés au cours de la dernière partie de la session de 1986 et des six premiers mois de 1987, nous escomptions tout naturellement que l'élan serait maintenu. Cependant, la convention que nous négocions est complexe, et nous ne pouvons pas toujours avancer de façon régulière.

Nous sommes parvenus à un stade où nous avons réduit le nombre des problèmes en suspens, mais ces questions doivent nécessairement être examinées avec soin et discutées avant que nous puissions y apporter une solution. Et c'est dans cette voie que nous avançons maintenant. L'illustration la plus claire de cette situation est peut-être l'initiative qu'a prise le Président du Comité spécial des armes chimiques de tenir hier des consultations officieuses, ouvertes à toutes les délégations, sur la question clé des inspections par mise en demeure. Nous reconnaissons tous qu'il importe de

(M. Butler, Australie)

nous entendre sur un régime d'inspection par mise en demeure destiné à faire partie intégrante de la Convention. C'est ainsi que les délégations ont avancé nombre de propositions et d'idées. Il me semble que nous sommes en train d'élaborer une solution grâce à un examen approfondi des diverses composantes qui ont été suggérées. Nous encourageons l'Ambassadeur Ekéus à persévérer dans la voie qu'il a proposée pour cette question.

D'importants travaux ont également été entrepris au cours de la présente session sur d'autres questions cruciales, telles que les produits chimiques létaux supertoxiques fabriqués à des fins commerciales, mais aussi la composition, les pouvoirs et les fonctions du Comité consultatif et du Conseil exécutif ainsi que la procédure de prise de décisions à instituer pour ces organes.

En outre, des représentants de l'industrie chimique ont tenu une réunion de deux jours qui a été très fructueuse. Notre examen des aspects de la Convention qui ont trait à la fabrication de produits chimiques à des fins commerciales en a largement bénéficié.

Il s'est donc passé beaucoup de choses et nous n'avons guère piétiné. A l'évidence, il importe toujours au plus haut point de conclure une convention dans les meilleurs délais. L'Australie, comme d'autres membres de cette Conférence, déplore profondément le fait que les armes chimiques continuent à être utilisées. Une équipe d'experts de l'ONU a constaté que des armes chimiques avaient encore été employées dernièrement dans la guerre du Golfe, et nous cela nous inspire les plus vives inquiétudes. Le recours aux armes chimiques doit tout simplement cesser.

Nous partageons également le point de vue qu'ont exprimé d'autres délégations et selon lequel tous les membres de la Conférence du désarmement devraient déclarer s'ils possèdent ou non des armes chimiques et des installations de fabrication d'armes chimiques. Plusieurs pays, dont l'Australie, ont signalé qu'ils ne possédaient ni de telles armes ni de telles installations, mais nombre d'Etats membres ont gardé le silence sur ce point. Ce silence devrait être rompu. Si chacun des membres de la Conférence se faisait ouvertement connaître sur cette question, la convention à laquelle nous sommes tous attachés s'en trouverait renforcée. A défaut de cela, la confiance dans la convention sera gravement entamée.

Le Comité spécial des armes chimiques fera état dans son rapport pour 1987 des progrès considérables enregistrés à cette session au cours des négociations. Mais celles-ci doivent impérativement se poursuivre après la clôture officielle de la session. Comme les années précédentes, nous préconisons vivement que des travaux soient effectués pendant la période intersessions, à tout le moins suivant le même schéma que l'année dernière. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser les négociations chanceler. Un travail utile est en cours, et il faut le poursuivre sans relâche afin que nous puissions réaliser dès que possible l'objectif d'une convention globale.

(M. Butler, Australie)

Cela fait plusieurs années que la Conférence travaille au projet de Programme global de désarmement. Il faudrait l'achever cette année. Les travaux relatifs au programme se sont intensifiés et la délégation australienne estime que la Conférence aurait tout à fait intérêt à soumettre à l'Assemblée générale un programme où il ne subsiste guère de domaines de désaccord, sinon aucun. Nous y parviendrons si les délégations font preuve de la souplesse nécessaire et évitent autant que possible de rouvrir le débat sur des divergences de vues qui ont été réglées ou écartées dans le passé. La suite que nous donnerons à cette question n'a pas seulement une importance en soi, mais elle aura aussi, comme le problème de l'interdiction des essais nucléaires, une incidence directe sur l'examen des travaux de la Conférence qui aura lieu à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

La Conférence du désarmement examinera tout à l'heure en réunion officieuse un document qui a été rédigé par le Groupe des Sept. Une section de ce document a trait à l'établissement de notre rapport annuel. De l'avis de la délégation australienne, les suggestions qui y sont faites devraient être prises en considération dès à présent, pour la préparation du rapport sur la session de 1987. Ces suggestions combinent la pratique établie en la matière et certaines démarches nouvelles. En les appliquant, nous aurions sans aucun doute un rapport qui serait concret, clair et exempt de certaines mentions stériles et répétées de différends, qui étaient l'un des signes distinctifs de nos rapports sur les sessions précédentes. Je crois que nous agirions dans l'intérêt de la Conférence en donnant suite dès maintenant à ces propositions.

L'autre section du document a trait à la constitution d'organes subsidiaires de la Conférence. De l'avis de la délégation australienne, celle-ci offre une solution raisonnable aux problèmes auxquels nous nous sommes heurtés dans le passé en ce qui concerne le mandat de ces organes.

La question dépasse peut-être le simple établissement de notre rapport et mériterait peut-être que la Conférence y réfléchisse de plus près. La délégation australienne prendra part à la réflexion et à la discussion sur cette question. Je me contenterai de déclarer à ce stade qu'à notre avis, le mandat général donné à la Conférence au paragraphe 120 du Document final est suffisant pour assurer l'efficacité du fonctionnement de cette instance et n'a nul besoin d'être complété ou modifié. A ce propos, il est possible que les dispositions de l'article 23 du règlement intérieur diminuent en fait la portée du paragraphe 120 - mais c'est là une idée que je sou mets simplement à votre examen.

Ce que veut l'Australie, c'est que cessent les différends au sujet des mandats alors que la Conférence a un mandat général pour agir. Nous estimons qu'il serait utile, au contraire, de discuter d'une manière approfondie d'un programme de travail adéquat pour chaque organe subsidiaire, voire, selon le cas, de négocier un tel programme, car ces discussions et négociations auraient trait au fond de la question et non pas simplement à la forme comme cela a souvent été le cas dans le passé lors de nos débats sur les mandats.

(M. Butler, Australie)

Pour conclure, je reconnais avoir critiqué à certains égards aujourd'hui les procédures de la Conférence et les résultats qu'elle a obtenus. Je tiens à préciser que je l'ai fait de façon constructive, car toute autre démarche serait contraire à la politique du Gouvernement australien à l'égard de la Conférence. Et cette politique consiste à appuyer pleinement la Conférence du désarmement et le processus de négociation multilatérale d'accords sur le désarmement. Nous voudrions tout simplement que cette Conférence fonctionne comme il se doit.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de l'Australie. Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Avant d'énoncer aujourd'hui la position d'un groupe de pays socialistes au sujet des travaux du Comité spécial sur le Programme global de désarmement, je voudrais dire que la délégation tchécoslovaque regrette le prochain départ de l'Ambassadeur Alfarargi, de l'Egypte. Il me manquera, car il a été mon voisin à la Conférence aussi bien qu'un partenaire avec lequel j'ai entretenu d'excellents rapports. Qu'il me soit aussi permis de saluer à l'occasion de son départ l'Ambassadeur Cromartie, du Royaume-Uni, auquel nous souhaitons un prompt rétablissement. Par ce même mouvement perpétuel de va-et-vient parmi nos collègues, nous saluons aujourd'hui l'arrivée du nouveau représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Nihal Rodrigo, et du représentant du Brésil, l'Ambassadeur Marcos Castrioto de Azambuja. Je suis certain que nos relations seront aussi excellentes avec eux qu'avec leurs prédécesseurs.

Comme nous le savons tous, l'Assemblée générale, à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, a décidé de faire établir un programme global de désarmement, dont un projet complet devait lui être soumis à sa deuxième session extraordinaire en 1982. Le Comité spécial sur le Programme global de désarmement, créé en 1980, a été l'un des premiers organes subsidiaires que la Conférence a institué. Depuis 1981, ce Comité effectue ses travaux sous la présidence de l'Ambassadeur Robles, du Mexique, dont les efforts inlassables, appuyés par de nombreuses délégations ici présentes, ont abouti peu à peu à la rédaction de textes sur presque tous les problèmes fondamentaux relatifs au désarmement. Même aujourd'hui, cinq ans après la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée, je vois encore ici certains des représentants qui ont participé personnellement aux efforts déployés pour mettre sous forme définitive le projet de Programme global de désarmement afin que celui-ci puisse être soumis à l'Assemblée générale en temps voulu et sans être assorti d'aucune réserve. Il convient d'ailleurs de souligner que nous y sommes presque parvenus. Nous avons présenté à la deuxième session extraordinaire un projet où la majorité écrasante des éléments avaient été convenus d'un commun accord. Seul un très petit nombre de points restaient en suspens. Malheureusement, ces parties du texte entre crochets portaient sur certaines questions hautement prioritaires, telles que l'interdiction des essais nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Durant la deuxième session extraordinaire et après elle, on a longuement examiné s'il était possible d'arrêter un programme global d'où seraient absentes ces mesures prioritaires de désarmement nucléaire. Les pays socialistes n'ont cessé d'affirmer qu'un programme qui ne prévoirait pas dès l'abord la réalisation d'une interdiction des essais nucléaires, l'application de mesures efficaces visant à prévenir la guerre nucléaire et la mise en oeuvre de mesures initiales et spécifiques de désarmement nucléaire, ne saurait être en aucun cas être global ni faire que s'engage un processus de désarmement nucléaire, sans même parler du désarmement général et complet. De même, les membres du groupe socialiste ont estimé que le Programme global de désarmement devait prendre comme point de départ le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et ne devait en aucun cas être moins ambitieux que ce document. Permettez-moi de vous faire observer que la majorité écrasante des délégations participant aux travaux sur le Programme global partageaient cette position fondamentale.

Pendant plusieurs années après la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, le Comité spécial sur le Programme global de désarmement a centré ses travaux sur les paragraphes du projet de texte qui restaient en suspens, dans l'espoir que les pays qui persistaient dans leurs réserves reviendraient sur leur position et cesseraient enfin de faire obstacle au consensus sur une stratégie internationale en vue du désarmement général et complet. Dans l'intervalle, les membres du groupe socialiste ont avancé, au niveau le plus élevé, des propositions complètes traçant les grandes lignes d'une démarche progressive, étape par étape, à l'égard de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. A ce propos, je tiens à évoquer tout particulièrement la proposition soviétique en date du 15 janvier 1986, dans laquelle était suggéré un programme en trois étapes dont l'application permettrait de faire disparaître de la face de la Terre d'ici à la fin de ce siècle les armes nucléaires, les armes chimiques et les autres armes de destruction massive. Il est indéniable que cette initiative a beaucoup de points communs avec le projet de Programme global de désarmement examiné à ce jour et que ces différents éléments s'incorporeraient aisément dans le projet sous sa forme actuelle.

Au fil du temps certains problèmes de désarmement ont pris une importance nouvelle, en raison de certains progrès récents de la technologie militaire et des risques qui en découlent. C'est le cas surtout du problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il y a près de cinq ans, il avait été convenu à titre préliminaire d'ajouter quelques paragraphes sur l'espace dans la section des "Mesures connexes". Mais de nombreuses délégations, y compris celles des pays socialistes, ont émis des réserves sur la place de ces paragraphes dans le texte. Il devient toujours plus évident que la prévention d'une course aux armements dans l'espace tend à être l'un des problèmes centraux sur lesquels doivent porter les efforts pour mettre fin à la course aux armements nucléaires et passer au désarmement nucléaire. Ce n'est pas le fait du hasard que les armes spatiales font maintenant l'objet de négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Il était donc tout à fait judicieux de suggérer que le paragraphe sur l'espace occupe une place plus importante dans le Programme global de désarmement et soit ajouté de préférence dans la partie principale consacrée aux mesures de désarmement.



(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Etant donné que la Conférence avait été priée de présenter un projet définitif de Programme global de désarmement à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session, avant qu'elle n'achève officiellement ses travaux, mais aussi eu égard à l'approche de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, les délégations des pays socialistes avaient pensé que tous les participants à la Conférence allaient dès lors concentrer leurs efforts pour parvenir à un accord sur les points en suspens du projet, c'est-à-dire réduire les domaines de désaccord, et formuler d'une manière acceptable les parties du texte qui restaient entre crochets. Elles avaient l'espoir sincère que l'esprit de compromis, qui avait caractérisé dans le passé les débats du Comité spécial sur le Programme global de désarmement, régnerait à nouveau. Malheureusement, c'est l'inverse qui semble s'être passé récemment. La délégation des Etats-Unis, appuyée dans une certaine mesure par quelques-uns de ses alliés, a apparemment réévalué sa conception du Programme global de désarmement et engagé un processus de mise entre crochets d'un grand nombre de dispositions déjà convenues précédemment. C'est notamment le cas de certains aspects importants du désarmement nucléaire, de l'idée de zones dénucléarisées et de zones de paix, de la vérification, des principes, priorités et objectifs du Programme et de certaines autres parties du texte. Il est tout à fait alarmant de constater que même certains libellés fondamentaux du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement sont maintenant rejetés. Les pays socialistes ont toujours abordé les travaux relatifs au Programme global de désarmement dans un esprit de souplesse constructive, s'efforçant de comprendre et de prendre aussi en considération les positions et les inquiétudes d'autres délégations. Mais il ne faut pas suggérer à présent de s'engager dans un processus de révision du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et de faire marche arrière sur le projet de Programme global de désarmement pour en arriver à un stade encore plus conflictuel que celui d'où nous sommes partis en 1981 : notre réponse à toute invitation en ce sens sera absolument et résolument négative. Nous ne saurions accepter que le Programme global de désarmement soit ajusté à la doctrine de la dissuasion nucléaire, qui envisage l'emploi en premier des armes nucléaires et compte indéfiniment sur cette éventualité.

Nous maintenons que la seule manière de parvenir à un programme global qui ait un sens, c'est d'y incorporer des mesures spécifiques, susceptibles de nous engager dans la voie vers la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et garantissant qu'aucune arme ne soit placée dans l'espace. En outre, nous estimons qu'il serait bon de mettre en oeuvre le programme par étapes - le plus pratique étant sans doute d'opter pour trois étapes - et de fixer en même temps un calendrier d'application, voire à titre indicatif. Les pays socialistes ont déjà dit clairement qu'ils accepteraient que soit organisée une cérémonie de signature du Programme global de désarmement afin d'en souligner la haute importance politique.

Je voudrais pour conclure vous adresser, Monsieur le Président, mes meilleurs vœux dans l'accomplissement de vos tâches diplomatiques. Nous avons été heureux de vous compter à nouveau parmi nous, et la façon dont vous avez dirigé nos débats a montré que vous appartenez bien toujours à la mafia genevoise des négociations multilatérales sur le désarmement, même si vous vous occupez maintenant de l'autre facette des fonctions diplomatiques, c'est-à-dire les relations bilatérales.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Dans la déclaration qu'il a faite en plénière le 28 juillet, le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran a décrit des attaques perpétrées récemment contre son pays par les forces militaires de l'Iraq à l'aide d'armes chimiques. Il nous a rappelé que de telles attaques constituaient une violation du Protocole de Genève de 1925, et s'est dit amèrement déçu que la communauté internationale ait peu fait pour y mettre fin.

Il est extrêmement fâcheux que ces remarques importantes aient été assorties d'accusations à l'encontre des Etats-Unis selon lesquelles ces derniers "fermeraient les yeux sur l'emploi d'armes chimiques à la guerre et ne justifieraient leur limitation qu'en temps de paix". C'est évidemment une affirmation sans fondement. Tout au contraire, le Gouvernement des Etats-Unis a déploré et énergiquement condamné l'emploi illégal d'armes chimiques en toutes circonstances et en tous lieux, et notamment, les violations répétées du Protocole de Genève de 1925 commises par l'Iraq. En outre, les Etats-Unis ont institué des restrictions à l'exportation pour tenter de freiner les mouvements de produits chimiques qui pourraient être utilisés pour des armes.

La communauté internationale n'a guère réagi à l'emploi d'agents chimiques dans la guerre opposant l'Iran et l'Iraq. Cette attitude a de très graves incidences pour l'efficacité de toute future convention interdisant les armes chimiques. Si la communauté internationale ne prend pas des mesures résolues lorsqu'il existe des preuves précises que des personnes ont été tuées par des armes chimiques, pouvons-nous nous attendre à une réaction énergique contre des violations moins dramatiques - celles, par exemple, d'une interdiction de posséder de telles armes ? Les Etats-Unis en appellent aux autres Etats, en particulier ceux qui sont membres de la Conférence du désarmement, afin qu'ils condamnent de concert l'emploi des armes chimiques, pour éviter toute érosion du Protocole de Genève de 1925, et précisent bien qu'il est indispensable de respecter les accords existants pour faire progresser la limitation des armements.

Les Etats-Unis ne cesseront de rappeler aux autres pays que des traités qui peuvent être violés impunément n'offrent qu'une illusion de sécurité. C'est pourquoi les délégations à la Conférence du désarmement doivent s'attacher à négocier une convention sur les armes chimiques dont l'application soit réellement vérifiable, afin que les nations soient persuadées que les violations seront décelées. La communauté internationale ne doit pas détourner les yeux lorsque des violations sont découvertes.

Les Etats-Unis ont condamné l'emploi d'armes chimiques dans la guerre du Golfe et invité les parties au conflit à mettre fin à l'effusion de sang en acceptant de cesser les hostilités. C'est dans cet esprit que les Etats-Unis ont appuyé la récente résolution adoptée à l'unanimité, je crois, par le Conseil de sécurité, dans laquelle ce dernier, outre qu'il déplore l'utilisation d'armes chimiques, exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Iran et l'Iraq observent immédiatement un cessez-le-feu.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Je voudrais évoquer les observations faites cette semaine encore par de hauts responsables du Gouvernement des Etats-Unis. Le 28 juillet, le Secrétaire d'Etat adjoint Redman, se référant à la résolution adoptée récemment par le Conseil de sécurité, a souligné que les Etats-Unis désiraient que la guerre cesse et que les deux parties au conflit coopèrent aux efforts déployés par le Secrétaire général pour faire appliquer la résolution du Conseil de sécurité. Il a ajouté que les Etats-Unis accueilleraient avec satisfaction les dispositions prises tant par l'Iran que l'Iraq pour atténuer la tension et diminuer l'intensité des combats sur terre, en mer et dans les airs. Le même jour, le Secrétaire d'Etat adjoint Murphy déclarait au Congrès des Etats-Unis que, tandis que le Secrétaire général de l'ONU s'efforçait de mettre en oeuvre la première résolution exigeant un cessez-le-feu, les Etats-Unis insisteraient pour que soit adoptée une seconde résolution prévoyant l'application de mesures coercitives au cas où l'une ou l'autre partie refuserait de se conformer aux dispositions de la première résolution.

Les Etats-Unis s'élèvent contre l'emploi d'armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq, de même que contre la guerre elle-même. Nous sommes clairement favorables à la paix.

Le PRESIDENT : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique. La liste des orateurs est épuisée pour aujourd'hui et je constate qu'il n'y a pas d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole.

Je voudrais maintenant saisir la Conférence du calendrier des réunions de la semaine prochaine, qui a été établi en consultation avec le prochain Président de la Conférence ainsi qu'avec les présidents des comités spéciaux. Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et pourra être modifié au besoin. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Comme c'est ma dernière séance plénière, j'aimerais faire quelques remarques finales. Comme vous le savez, la Conférence a tenu des séances officielles aussi bien que des réunions officieuses et, en particulier, les coordonnateurs ont examiné officieusement, durant le mois de juillet, des questions portant sur certains points de l'ordre du jour.

Des projets de mandat pour un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires ont été examinés avant que je sois président. Le projet de mandat émanant du Groupe des 21 a été jugé par deux autres groupes comme constituant une bonne base de négociation au sein de la Conférence. Cependant, cette initiative n'a pas pu être poussée plus loin. Comme je l'ai dit au moment de prendre la présidence, on ne saurait trop insister sur le fait que l'interdiction des essais nucléaires mérite la plus haute priorité dans notre instance multilatérale de négociation. Les initiatives visant à atteindre cet objectif devraient donc recevoir à l'avenir une réponse positive si l'on ne veut pas que la communauté internationale accuse la Conférence d'avoir failli à sa tâche.

(Le Président)

En ce qui concerne le point 2 de l'ordre du jour - la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire -, on se rappellera que trois réunions officielles ont eu lieu, dont les débats ont été axés sur la liste de questions dressée par le Président de la Conférence pour le mois de juin et se sont inscrits dans le cadre du mandat qu'il a énoncé dans sa déclaration à la 415ème séance plénière.

Nous n'avons pas trouvé de cadre d'examen acceptable pour le point 3 de l'ordre du jour - la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées -, et un consensus n'a pu être réalisé à propos du projet de mandat présenté par le Groupe des 21 pour un comité spécial consacré à cette question, bien qu'il ait été appuyé par deux autres groupes.

Le Groupe des Sept sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, présidé par l'Ambassadeur Fan Guoxiang de la Chine, présentera son rapport à une réunion officielle de la Conférence.

Les dispositions actuelles en matière d'organisation n'ont pas permis de répondre à tous les besoins des comités spéciaux, en particulier dans le cas de ceux dont les travaux sont arrivés à un stade critique. A la suite d'une réunion avec les présidents des comités, le Comité spécial sur le Programme global de désarmement s'est vu accorder des réunions supplémentaires étant donné que son rapport doit être présenté à la reprise de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le secrétariat a également prévu des réunions supplémentaires pour le Groupe d'experts scientifiques qui est actuellement en session.

A plusieurs reprises, j'ai soulevé avec les coordonnateurs la question de l'élargissement de la composition de la Conférence, en particulier pour ce qui est du libellé de la partie pertinente du rapport annuel. Rien de neuf n'a été proposé à cet égard et le secrétariat devra donc apparemment se fonder sur les décisions déjà prises par la Conférence et sur l'expérience acquise lors de la rédaction des projets de rapport des sessions passées.

Telle est la situation en ce qui concerne les questions d'organisation et de logistique. Qu'en est-il maintenant des progrès réalisés dans les travaux de fond de la Conférence ? La session de 1987 va bientôt s'achever et la plus grande partie du mois d'août sera consacrée à la mise au point du rapport destiné à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale. Il semble donc approprié de rappeler certaines des questions qui restent sans solution et la raison de cet état de choses.

La Conférence n'a pu s'entendre sur la création d'organes subsidiaires pour l'interdiction des essais nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées. Cela n'a pas été possible malgré la position prise par les deux principales puissances nucléaires qui ont déclaré qu'"une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée". N'ayant pu parvenir à adopter un mandat incluant le pouvoir de négociation pour les comités spéciaux au titre de ces points de l'ordre du jour, la Conférence se trouve toujours face à de sérieux obstacles dans la réalisation de l'objectif consistant à arrêter et à inverser

(Le Président)

la course aux armements nucléaires sous tous ses aspects. Des déclarations officieuses et officielles, appuyées par des études, nous ont rappelé que les armes nucléaires constituent le plus grand danger pour l'humanité et la survie de la civilisation, et qu'il incombe tout particulièrement aux Etats membres possédant les arsenaux nucléaires les plus importants d'empêcher qu'éclate une guerre nucléaire.

Les déclarations et les études faites ont décrit en termes saisissants l'effroyable situation qui règnerait après une catastrophe nucléaire mondiale, notamment le fait que les survivants éventuels de la première attaque devraient affronter un "hiver nucléaire" dans des conditions pires que celles qui existaient dans les temps préhistoriques. Est-ce là où va le monde, consciemment ou non ? Il semble qu'aucun pays ou groupe de pays ne puisse se permettre de se désintéresser de ce problème, et ne pas reconnaître les risques et les conséquences d'une guerre nucléaire.

Il ne s'agit pas de trouver une manière efficace d'utiliser les armes nucléaires et autres moyens de destruction massive, mais bien plutôt de les interdire de façon effective et sûre. En effet, tant que ces armes existeront il sera possible de les employer, et cette utilisation ouvrirait la voie à un processus d'escalade susceptible de se terminer en catastrophe. Il est de fait aussi que durant les quinze dernières années, les Etats ont de plus en plus reconnu la nécessité d'interdire les armes nucléaires. Les progrès attendus quant à l'élimination des forces nucléaires à courte et à moyenne portée réduiront sans aucun doute la crainte et la méfiance qui entraînent et alimentent sans cesse la course aux armements.

De nombreux orateurs ont mentionné en tant que principes directeurs pour les travaux de la Conférence les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à sa quarante et unième session dans le domaine du désarmement. J'évoquerai le message que contiennent certaines d'entre elles, car il est probable qu'elles réapparaîtront dans les travaux futurs de la Conférence.

Au cours de ces dernières années, des mouvements de masse en faveur de la paix et du désarmement ont, dans de nombreuses parties du monde, exigé la cessation des essais d'armes nucléaires et de la course aux armements dans l'espace et sur la Terre.

Dans la déclaration politique adoptée à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui a eu lieu à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, il a été souligné que le regain d'escalade de la course aux armements nucléaires, joint au crédit accordé aux doctrines de dissuasion nucléaire, avait augmenté le risque de voir éclater une guerre nucléaire.

Lors de leur huitième Conférence qui s'est tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, les dirigeants des pays non alignés ont demandé à la Conférence du désarmement de parvenir d'urgence à un accord sur une convention internationale visant à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

(Le Président)

Assurer une sécurité égale pour tous les Etats et dans tous les domaines des relations internationales, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 41/92, renforcerait le système de sécurité collective entériné dans la Charte des Nations Unies.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que la tâche la plus cruciale de la Conférence consiste toujours à engager des consultations en vue d'interdire, avant qu'il soit trop tard, les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires.

Avant de conclure, je voudrais exprimer l'espoir que les comités spéciaux pourront faire état, dans leurs rapports à la Conférence, de certains progrès réalisés au titre de leurs mandats respectifs.

Je suis particulièrement reconnaissant au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Komatina, et à son adjoint l'Ambassadeur Berasategui, ainsi qu'aux membres du secrétariat, de m'avoir aidé et d'avoir accompli un travail extrêmement compétent et efficace. Ma gratitude va aussi aux interprètes pour leurs prestations hautement professionnelles.

Je souhaite que soit couronnée de succès la tâche de l'Ambassadeur Morel, de la France, qui va occuper les fonctions de Président de la Conférence pour le mois d'août et pour le reste de la session de 1987.

Ainsi s'achèvent mes remarques. Comme je l'ai annoncé tout à l'heure, la Conférence tiendra immédiatement après cette séance une réunion officieuse sur l'amélioration et l'efficacité de son fonctionnement, qui sera suivie d'un débat sur le fond du point 2 de l'ordre du jour. Je voudrais aussi signaler, à la demande du Président du Groupe de contact B du Comité spécial des armes radiologiques, qu'une consultation officieuse à participation non restreinte aura lieu cet après-midi à 15 heures dans la salle C-108.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 4 août à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.